

Fiche d'examen au cas par cas pour les zones visées par l'article L2224-10 du Code Général des Collectivités Territoriales selon le R122-17-II alinéa 4 du Code de l'Environnement

Questions générales

Nom de la collectivité ou de l'EPCI compétent	Nom de la personne publique responsable
Commune de Saint-André-le-Puy Place Michel-Gachet 42210 Saint-André-le puy Tél. : 04 77 54 40 24 Mail : mairie.st.andre.le.puy@orange.fr	M. le Maire Jean ACHARD

Zonages concernés par la présente demande		
Les zones d'assainissement collectif où la collectivité compétente est tenue d'assurer la collecte des eaux usées domestiques et le stockage, l'épuration et le rejet ou la réutilisation de l'ensemble des eaux collectées :		Non
Les zones relevant de l'assainissement non collectif où la collectivité compétente est tenue d'assurer le contrôle de ces installations et, si elles le décident, le traitement des matières de vidange et, à la demande des propriétaires, l'entretien et les travaux de réalisation et de réhabilitation des installations d'assainissement non collectif :		Non
Les zones où des mesures doivent être prises pour limiter l'imperméabilisation des sols et pour assurer la maîtrise du débit et de l'écoulement des eaux pluviales et de ruissellement :	Oui	
Les zones où il est nécessaire de prévoir des installations pour assurer la collecte, le stockage éventuel et, en tant que de besoin, le traitement des eaux pluviales et de ruissellement lorsque la pollution qu'elles apportent au milieu aquatique risque de nuire gravement à l'efficacité des dispositifs d'assainissement	Oui	

Présentation de votre démarche et des motifs de la mise en place/révision de ce (ces) zonage(s)
<p>L'élaboration du zonage des eaux pluviales de la commune de Saint-André-le-Puy s'inscrit dans une volonté forte de la commune de mettre en œuvre à l'échelle du territoire une gestion vertueuse des eaux pluviales.</p> <p>La présente procédure de zonage des eaux pluviales vise à doter la commune d'un outil de gestion des eaux pluviales, permettant de réduire les impacts quantitatifs et qualitatifs des projets d'urbanisation sur l'environnement et de préserver les infrastructures de gestion des eaux usées et des eaux pluviales de la commune.</p>

Caractéristiques des zonages et contexte		
Est-ce une révision/modification de zonages d'assainissement ?		Non
Quelle est la date d'approbation du précédent zonage ?	Pas de zonage pluvial précédemment	
Dans le cas d'une extension éventuellement envisagée d'un ou plusieurs zonages, dans quelles proportions ces zones vont-elles s'étendre ?	-	
Quel est le territoire concerné ?	Le projet de zonage pluvial concerne les zones urbanisées à savoir, le bourg de Saint-André-le-puy ainsi que les lieux dits « Les Vials », « Le Puy » et « Saint-André ».	
Le territoire est-il couvert par un ou plusieurs document(s) d'urbanisme ?	Oui (PLU) et SCoT en cours d'élaboration depuis 2018	
Quelle est la date d'approbation du/des document(s) existant(s) ?	PLU : approuvé le 12 mai 2005 et modifié le 10 juillet 2018	
Si le(s) document(s) est / sont en cours d'élaboration / révision / modification, quel est l'état d'avancement de la démarche ?	SCoT en cours d'élaboration depuis 2018	
La réalisation / révision / modification de vos zonages est-elle menée en parallèle d'une élaboration / révision / modification du document d'urbanisme ?		non
Expliquer l'articulation envisagée entre le document d'urbanisme et le(s) zonage(s) prévu(s) (traitement des questions d'assainissement par le document d'urbanisme, conséquences des ouvertures à l'urbanisation, etc.) :	Prise en compte du périmètre de la zone urbaine et urbanisable dans le périmètre du zonage pluvial. Réflexion engagée sur la constructibilité des zones au regard de la problématique eaux pluviales.	
Le(s) PLUi / PLU / carte communale, en vigueur, font / fait-il (elle) ou ont/a-t-il (elle) fait l'objet d'une évaluation environnementale ?		Non
Des études techniques (type : schéma directeur d'assainissement, étude sur les eaux pluviales, etc.) ont-t-elles été, ou seront-t-elles, menées préalablement à vos futures propositions de zonages ?	Oui	
Préciser les études :	Schéma Directeur d'Assainissement des eaux usées réalisé entre 2017 et 2019, schéma de gestion des eaux pluviales réalisé en 2010	

Caractéristiques générales du territoire et des zones susceptibles d'être touchées			
Êtes-vous / intégrez-vous une commune en zone littorale (au sens de la loi littorale, y compris certains lacs)?		Non	
Est-ce que le territoire de votre collectivité dispose ou est limitrophe d'une commune disposant d'une zone de baignade ?		Non	
Est-ce que le territoire de votre collectivité dispose ou est limitrophe d'une commune disposant d'une zone conchylicole ?		Non	
Est-ce que le territoire de votre collectivité dispose ou est limitrophe d'une commune disposant d'une zone de montagne ?		Non	
Est-ce que le territoire de votre collectivité dispose ou est limitrophe d'une commune disposant d'un périmètre réglementaire de captage (immédiat, rapproché/éloigné) d'alimentation en eau potable ?	Oui		
Est-ce que le territoire de votre collectivité dispose ou est limitrophe d'une commune disposant d'un plan de prévention des risques d'inondations ?	Oui		
Préciser lesquels : Saint-Laurent-la-Conche, Montrond-les-Bains, Marclopt, Cuzieu			
Le territoire dispose-t-il de cours d'eau de première catégorie piscicole ?		Non	
Le territoire dispose-t-il de réservoirs biologiques selon le SDAGE ?		Non	
Préciser lesquels :			
Y a-t-il une zone environnementale sensible à proximité telle que :			
Natura 2000 ?	Oui		
ZNIEFF1 ?		Non	
ZNIEFF2	Oui		
Zone humide ?		Non	
Éléments de la Trame Verte et Bleue (réservoir, corridors) ?	Non		
Présence connue d'espèces protégées ?	Non		
Présence de nappe phréatique sensible ?	Oui		
Préciser lesquelles : Zone Natura 2000 (Plaine du Forez) ZNIEFF de type II (Plaine du Forez) Nappes servant à l'alimentation en eau potable sur la commune – Périmètres de protection des puits de l'Anzieux, de la Vaure, et des Vials à Saint-André-le-Puy.			
Quel est le niveau de qualité de l'état écologique et de l'état chimique (très bon état, bon état, moyen, médiocre, mauvais) des masses d'eau réceptrices des eaux concernées par la présente demande, selon la classification du SDAGE au sens de la Directive Cadre sur l'Eau (DCE)?			
FRGR0167b – La Coise et ses affluents depuis Saint-Galmier jusqu'à confluence avec la Loire Etat écologique : indéterminé / objectif d'état écologique : objectif moins strict / échéance : 2027 Etat chimique (sans ubiquiste) : indéterminé / objectif d'état chimique : bon état/ échéance : 2021 Etat global (sans ubiquiste) : indéterminé / objectif d'état global : bon état / échéance : 2027			

Nom de la (des) Masse(s) d'eau souterraine : ■ FRGG091 - Sables et marnes du tertiaire de la plaine du Forez libre – 134 km²		■ 2015 : Bon état qualitatif ■ 2015 Bon état chimique
Votre territoire fait-il l'objet d'application de documents de niveau supérieur :		
Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE) ?	Loire en Rhône Alpes	
Directive Territoriale d'Aménagement (DTA ou DTADD) ?		Non
Schéma de Cohérence Territorial (SCoT) ?	Oui (SCoT Sud Loire en cours d'élaboration)	

Caractéristiques générales du territoire et des zones susceptibles d'être touchées		
Pensez-vous que votre territoire sera soumis à une forte urbanisation ?	La commune de Saint-André-le-Puy est limitrophe à Montrond-les-Bains et bénéficie de son attractivité. Certaines zones à urbaniser ont déjà utilisées. Toutefois, de nombreuses zones à urbaniser sont à pourvoir.	
Quel est le type principal des réseaux de collecte des eaux usées sur votre territoire ?	Le réseau de Saint André-le-Puy est majoritairement séparatif.	
Disposez-vous d'une carte d'aptitude des sols à l'infiltration ?		Non
Existe-t-il des ouvrages de rétention des Eaux Pluviales sur le territoire concerné par le zonage ?	Oui	

Questions relatives aux zones d'assainissement collectif/non collectif des eaux usées

Sans objet

Contexte, caractéristiques du zonage et possibilité d'incidences sur l'environnement et la santé humaine		
Y a-t-il des adaptations de grands secteurs (ouverture à l'urbanisation, passage de l'ANC à l'AC ou inversement pour diverses raisons possibles), qui sont à l'origine de la volonté de révision du zonage d'assainissement ?		
Conformément à l'article L2224-8 du CGCT, avez-vous établi votre schéma descriptif d'assainissement collectif des eaux usées ?		
Les contrôles des assainissements non collectifs ont-ils été réalisés ?		
Au sein de votre PLU, imposez-vous, dans le règlement un minimum de surface sans objet parcellaire sur les zones d'assainissement non collectif ?		
La collectivité compétente (ou les collectivités adhérentes) dispose-t-elle de déclarations de prélèvement (puits ou forage privés) selon l'article L2224-9 du CGCT ?		
Si oui, sont-ils sur ou à proximité d'une zone pressentie comme devant accueillir un zonage ANC ?		

Est-il prévu d'autres modes de gestion des eaux usées traitées en Assainissement Non Collectif (ANC) que l'infiltration ?		
La station de traitement des eaux usées (STEU) est-elle en surcharge hydraulique :		
Par temps sec ?		
Par temps de pluie ?		
De façon saisonnière ?		
La station de traitement des eaux usées (STEU) est-elle en surcharge polluante :		
Par temps sec ?		
Par temps de pluie ?		
De façon saisonnière ?		

Contexte, caractéristiques du zonage et possibilité d'incidences sur l'environnement et la santé humaine		
Avez-vous des procédures d'urgence en cas de rupture accidentelle d'un des éléments de votre système d'assainissement (coupure électrique, pompe, STEU) ?		
Avez-vous l'intention de rechercher une réduction de vos futures consommations énergétiques sur les équipements de votre système d'assainissement (postes, etc.) ?		
Par une cohérence topographique entre les zones collectées ?		
Autres :		

Questions relatives aux zones où il est nécessaire de prévoir des installations pour assurer la collecte, le stockage éventuel et, en tant que de besoin, le traitement des eaux pluviales et de ruissellement lorsque la pollution qu'elles apportent au milieu aquatique risque de nuire gravement à l'efficacité des dispositifs d'assainissement

Contexte, caractéristiques du zonage et possibilité d'incidences sur l'environnement et la santé humaine		
Votre commune dispose-t-elle de réseaux de collecte des eaux pluviales ?	Oui	
L'éventuel Schéma Directeur d'Assainissement (ou une démarche autre) aborde-t-il les questions de pollution des eaux pluviale(s) ?	Oui	
Des prescriptions ont-elles été proposées ?	Oui	
Si oui, lesquelles ? <ul style="list-style-type: none"> - Gestion des eaux pluviales prioritairement par infiltration ; - Respect des arrêtés préfectoraux concernant l'infiltration des eaux pluviales dans les périmètres de protection de captage - Rejet des eaux pluviales à débit régulé préférentiellement vers les eaux superficielles (talweg, fossé) ou à défaut vers les réseaux séparatifs d'eaux pluviales ; 		

<ul style="list-style-type: none"> - Rejet à débit régulé vers les réseaux unitaires en dernier recours et soumis à dérogation au cas par cas de la collectivité (sur présentation de justificatifs) - Maîtrise de l'imperméabilisation ; - Considération des axes d'écoulement et des exutoires ainsi que des zones humides, les haies et les plans d'eau. 		
La réalisation d'ouvrages est-elle prévue ?	oui	
Si oui lesquels et pour quel objectif ?	Réhabilitation de fossés, création d'un ouvrage de rétention, réhabilitations de buses. Les objectifs sont de décharger les fossés des eaux pluviales et faciliter leur évacuation dans le milieu naturel.	
Les équipements prévus consommeront-ils une surface naturelle propre ?		Non (intégrés au tissu urbain ou aux parcelles agricoles)
Sont-ils intégrés sous voirie, parking, bâti ?	Oui, sous voirie	

Autoévaluation

Au regard du questionnaire, estimez-vous qu'il est nécessaire que vos zonages, définis au L2224-10 du CGCT fassent l'objet d'une évaluation environnementale ou qu'ils devront en être dispensés ?
<p>Le zonage des eaux pluviales s'inscrit dans une démarche de préservation de l'environnement. En effet, il permet de s'assurer, d'une part, de la mise en place d'outils de collecte et de traitement des eaux pluviales les plus adaptés à la configuration locale et d'autre part, de préserver les infrastructures de gestion des eaux usées et des eaux pluviales de la commune.</p> <p>La mise en œuvre du zonage ne peut donc qu'aller dans le sens de la protection des milieux et ne doit entraîner que des incidences positives sur l'environnement. En effet, les prescriptions visant l'infiltration des eaux pluviales « issues de toitures » directement à la parcelle contribue à la recharge des nappes, et augmente la résilience locale des réserves en eau souterraine, à la fois pour l'eau potable mais également pour le tamponnement estival des cours d'eau. L'infiltration et la régulation des débits vers les milieux récepteurs, vise la réduction des effets de crues de manière notable pour le territoire.</p> <p>Concernant l'infiltration il est par ailleurs proposé une modification de l'arrêté préfectoral de 2008 relatif aux périmètres de protection des puits de captage d'eau potable de Saint-André-le-Puy. En effet, à ce jour l'article 10-1 de ce dernier interdit dans son les périmètres de protection rapprochée « de rejeter des eaux pluviales par un dispositif d'infiltration ». Cette interdiction stricte serait à <u>moduler</u> pour permettre l'infiltration des eaux pluviales « propres », à savoir les eaux de toitures à minima.</p> <p>Il est à faire remarquer que des fossés enherbés traversent les périmètres rapprochés et occasionnent donc forcément un minimum d'infiltration des eaux de pluies notamment issues de voiries. L'article 10.1 précise que l'ouverture de fossé de plus de 1 m est interdit. Cette profondeur pourrait être donnée comme profondeur limite pour les ouvrages d'infiltration des eaux. Pour les ouvrages d'infiltration pluviale « collectifs » et pouvant nécessiter des ouvrages plus profonds, il est proposé tout comme l'autorise l'article 10-3 alinéa 3 que soient autorisées « les excavations d'une profondeur supérieure à 1 m si une étude hydrogéologique certifiant l'absence de toute incidence sur la qualité et le niveau de la nappe exploitée est réalisée au préalable ».</p> <p>On rappellera qu'en amont de la réalisation d'ouvrage d'infiltration, la perméabilité des sols est testée, et qu'il est considéré qu'une perméabilité supérieure à 1.10^{-4} m/s ne contribue pas à la bonne filtration des eaux avant rejet à la nappe, et que de part le fait l'infiltration n'est pas conseillée.</p> <p>Par ailleurs, d'un point de vue des bonnes pratiques l'infiltration n'est envisageable que si l'on dispose d'une marge de 2 m entre le fond de l'ouvrage d'infiltration et le niveau de plus haute décennale de la nappe connu (préservation de la</p>

zone non saturée).

Le zonage des eaux pluviale contribue à la résilience du territoire, et conduit à réduire les risques naturels liés aux inondations notamment, ainsi qu'aux phénomènes de sécheresse, par son application il contribue à un meilleur fonctionnement du système d'assainissement et de traitement des eaux améliorant ainsi la qualité des eaux des milieux récepteurs. Comme évoqué plus haut, le zonage pluvial n'a donc que des impacts positifs, c'est pourquoi le déclarant précise qu'une évaluation environnementale ne lui semble pas nécessaire.